



Accord de Financement Non Remboursable 2555/GR-HA
Seconde Modification

ACCORD MODIFICATIF No. 2

ACCORD MODIFICATIF No. 2, dénommé ci-après « l'Accord Modificatif », entre la REPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le « Bénéficiaire », et la BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT, dénommée ci-après la « Banque », en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable de la Banque ; chacune, dénommée ci-après une « Partie » et conjointement, dénommée ci-après les « Parties ».

ATTENDU QU'en date du 26 septembre 2011, les Parties ont signé l'Accord de Financement Non Remboursable 2555/GR-HA entré en vigueur le 12 octobre 2011, ci-après dénommé « l'Accord 2555/GR-HA », pour le financement d'un programme d'investissement de services d'aide aux entreprises et de la formation, ci-après dénommé le « Programme », par lequel la Banque a octroyé au Bénéficiaire un financement jusqu'à concurrence d'un montant de onze millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (ÉU\$11 000 000) sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, ci-après dénommé la « Contribution ». Dans le présent Accord Modificatif, à moins qu'on en dispose autrement, le terme « dollars » signifie la monnaie ayant cours légal aux Etats-Unis d'Amérique ;

ATTENDU QU'en date du 25 janvier 2013, les Parties ont signé l'Accord Modificatif No. 1 de l'Accord 2555/GR-HA entré en vigueur le 17 septembre 2013;

ATTENDU QUE le Bénéficiaire, à travers de la communication No. BM/BID/487/10-13, datée 25 octobre 2013, a demandé à la Banque d'introduire quelques modifications dans l'Accord 2555/GR-HA ;

EN FOI DE QUOI, les Parties conviennent de modifier l'Accord 2555/GR-HA, tel que stipulé dans le présent Accord Modificatif :

ARTICLE PREMIER. L'Organisme d'Exécution. (a) À partir de la date d'entrée en vigueur de cet Accord Modificatif, le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) sera remplacé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), comme l'Organisme d'Exécution du Programme. Dorénavant, toutes les références dans les Clauses Spéciales et les Normes Générales de l'Accord 2555/GR-HA au à l'Organisme d'Exécution du Programme ou au MEF en tant qu'Organisme d'Exécution du Programme, seront considérées comme référant au MCI.

(b) Par conséquent, le paragraphe 3 « Organisme d'Exécution » de la section de l'Introduction des Clauses Spéciales de l'Accord 2555/GR-HA est entièrement reformulé tel qu'indiqué ci-dessous :

« 3. **ORGANISME D'EXECUTION**

Les parties conviennent que l'exécution du Programme sera réalisée par le Bénéficiaire par l'intermédiaire du Ministère du Commerce et de l'Industrie, ci-après dénommé « MCI » ou « Organisme d'Exécution ». Le MCI agira par le truchement de son Centre de développement de l'entreprise et de l'entrepreneuriat (« CDEE »). »

ARTICLE SECOND. **L'Annexe de l'Accord 2555/GR-HA.** L'Annexe de l'Accord 2555/GR-HA est modifié en sa totalité. L'Annexe modifiée est ci-jointe.

ARTICLE TROISIEME. **Communications.** Aux fins de la Clause 5.04 des Clauses Spéciales de l'Accord 2555/GR-HA, l'adresse pour toutes questions concernant l'exécution du Programme sera la suivante :

*Centre de développement de l'entreprise et de l'entrepreneuriat
Ministère du Commerce et de l'Industrie
Boulevard des Industries
SONAPI Métropolitain, Haïti*

ARTICLE QUATRIEME. Les définitions utilisées dans cet Accord Modificatif et non autrement définies dans le présent Accord Modificatif auront les significations données dans l'Accord 2555/GR-HA.

ARTICLE CINQUIEME. Les Parties ratifient toutes les autres dispositions de l'Accord 2555/GR-HA qui demeurent inchangées par le présent Accord Modificatif.

ARTICLE SIXIEME. Les Parties conviennent que le présent Accord Modificatif entrera en vigueur à la date à laquelle il acquiert plein effet juridique selon les normes de la République d'Haïti. Le Bénéficiaire s'engage à notifier par écrit à la Banque la date d'entrée en vigueur du présent Accord Modificatif, en accompagnant la notification de justificatifs prouvant l'entrée en vigueur. Si dans un délai d'un (1) an à compter de la date de signature du présent Accord Modificatif, celui-ci n'est pas entré en vigueur, toutes les dispositions, offres et attentes de droit qu'il contient seront réputées inexistantes à toutes fins juridiques sans nécessiter de notification et, par conséquent, la responsabilité d'aucune des parties ne sera engagée.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant habilité, signent le présent Accord Modificatif en deux (2) exemplaires de même teneur, à Port-au-Prince, République d'Haïti, le 19 février 2014.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINÉ
DE DÉVELOPPEMENT

/s/

/s/ *[Gilles Damais, Chief of Operations]*

Wilson Laleau
Ministre de l'Économie et des Finances

[p.] Agustín Aguerre
Représentant de la Banque en Haïti